

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Que-dit-le-GIEC-sur-le-nucleaire-dans-son-dernier-55776>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°80 > **Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ?**

23 février 2019

Que dit le GIEC sur le nucléaire dans son dernier rapport ?

Le 8 octobre 2018, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) a publié un rapport sur les solutions pour rester sous 1,5°C de réchauffement global d'ici à la fin du siècle. Pour les partisans du nucléaire, ce rapport présenterait cette technologie comme "indispensable" pour répondre au défi climatique.

Une telle affirmation révèle une interprétation erronée du rapport et une méconnaissance de son contenu. En réalité, ce texte rappelle que le nucléaire est une option marginale et dispensable. Critique sur les opportunités de développement de cette technologie, il met clairement en évidence ses impacts négatifs.



Pour l'industrie nucléaire, la crise climatique est une opportunité de verdir son image. Chaque année, elle assaille les conférences climatiques, espérant faire bénéficier à cette technologie d'un traitement de faveur au prétexte de ses émissions peu élevées en CO₂. En parallèle, elle finance des expertises pour tenter de démontrer les bienfaits du nucléaire.

De ce fait, elle surveillait attentivement la sortie du dernier rapport du GIEC, qui synthétise les réflexions sur l'enjeu de la limitation du réchauffement à 1,5°C d'ici 2100 et les moyens pour y parvenir.

Le nucléaire n'est pas indispensable pour rester sous 1,5°C de réchauffement

Le chapitre 2 du rapport présente quatre trajectoires-type illustrant des évolutions techniques et sociales possibles pour contenir le réchauffement à 1,5°C. Or ces quatre trajectoires tablent toutes, à des degrés divers, sur un recours accru au nucléaire, qui peut aller jusqu'à +468% en 2050. Pour les partisans de cette technologie, l'affaire est pliée : pour le GIEC, l'atome serait indispensable pour rester sous 1,5°C. Cette conclusion hâtive prête à tort au GIEC un rôle de prescripteur. De plus, elle est erronée : ces trajectoires constituent en fait des fourchettes médianes par rapport à 80 scénarios. Selon le rapport, plusieurs de ces scénarios permettant de rester sous 1,5°C de réchauffement voient le nucléaire décliner, voire disparaître à la fin du siècle.

On peut s'interroger sur les postulats des scénarios à forte croissance du nucléaire [1]. On notera en tout cas que les trajectoires où celle-ci est la plus forte, qui misent sur un développement de technologies controversées pour éviter un "changement de système", aboutissent au dépassement temporaire des 1,5°C de réchauffement.

Surtout, ces trajectoires ne résument pas le rapport. Nous avons interrogé un de ses co-auteurs, Henri Waisman, chercheur à l'IDDRI [2], qui précise : "Ces trajectoires sont un point d'entrée pour l'analyse du rôle des technologies dans l'atteinte de l'objectif 1,5°C qui ne prend en compte que certains déterminants, liés essentiellement à des hypothèses de coûts. Pour une évaluation complète des développements technologiques dans l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en perspective ces études de modélisation avec l'analyse des autres chapitres du rapport qui étudient les transformations systémiques d'ensemble et les conditions de faisabilité des différentes options en fonction des dimensions sociales, institutionnelles et environnementales prises dans leur globalité et dans leurs spécificités locales".

Le GIEC relativise le potentiel de développement du nucléaire

De fait, les chapitres suivants du rapport dénotent un certain scepticisme quant à une forte croissance du nucléaire. En parallèle, ils soulignent les perspectives promises aux alternatives énergétiques. La comparaison est sans appel ! "La transition énergétique requise pour limiter le réchauffement à 1,5°C est en cours dans de nombreux secteurs et régions du monde [consensus haut]. La faisabilité politique, économique, sociale et technologique de l'énergie solaire, éolienne et des technologies de stockage d'électricité s'est spectaculairement améliorée ces dernières années, tandis que celle du nucléaire [...] n'a pas montré d'amélioration similaire" [3].



On y observe que le rythme soutenu de construction de centrales observé en France dans les années 60-70 n'est plus reproductible. On y mentionne également qu'à la différence de ceux des énergies renouvelables, les coûts du nucléaire se révèlent toujours plus élevés que prévu, et ont même crû fortement dans certains pays, les investissements se révélant trop risqués.

Le constat est fait que le développement du nucléaire nécessite soit des conditions monopolistiques sur le marché de l'électricité, soit des mécanismes de prix garanti, comme ceux employés pour le projet britannique d'EPR d'Hinkley Point (par ailleurs très critiqué).

Pour le rapport, l'"acceptabilité sociale" est susceptible de conditionner et limiter fortement le développement du nucléaire. Le GIEC rappelle d'ailleurs que les accidents nucléaires ont un impact sur cette acceptabilité, et qu'à ce titre, des questions ont été soulevées sur le risque de pressions politiques ou économiques qui viendraient affaiblir la sûreté des installations...

Enfin, il est rappelé que le nucléaire est vulnérable au changement climatique et que l'augmentation des températures en diminuera l'efficacité.

Interrogés sur la place du nucléaire dans le rapport, les auteurs s'étonnent qu'on se focalise sur une technologie qui joue un rôle si marginal. On comprend pourquoi !



Le GIEC recense de nombreux impacts négatifs du nucléaire

Enfin, le dernier chapitre étudie les impacts de différentes technologies au regard des objectifs de développement durable de l'ONU (lutte contre la pauvreté, santé, éducation, préservation de l'environnement, etc.). Il pondère également ces impacts en fonction du niveau de consensus qui les entoure et des preuves apportées par la littérature scientifique.

Malgré quelques références aux controverses sur les impacts sanitaires des accidents, les aspects négatifs du nucléaire sont clairement soulignés. Persistance d'un risque "non négligeable" d'accident, problème des déchets radioactifs, coût de la gestion des déchets et du démantèlement, pollution et impacts sanitaires des mines d'uranium, consommation importante d'eau et impacts des rejets d'eau chaude sur les milieux : tous ces points, reconnus comme bien documentés, font l'objet d'un consensus large.

L'accroissement des leucémies infantiles autour des centrales, bien que considéré comme controversé, est également mentionné. Enfin, le rapport cite un consensus sur le risque "constant" de prolifération des armes nucléaires que pose la poursuite du recours à la technologie nucléaire civile.

Il en ressort que les trajectoires avec nucléaire élevé sont moins équitables et moins "durables". Cette longue mention d'aspects négatifs contraste fortement avec les nombreux bénéfices reconnus à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement du solaire et de l'éolien.

Face au lobby nucléaire qui prend l'argument climatique en otage et invoque les travaux du GIEC, à nous de rappeler ce que contient vraiment ce rapport !

Charlotte Mijeon

Pour mieux comprendre le rapport du GIEC

Le GIEC rassemble des scientifiques issus de 195 pays, qui tentent de travailler au consensus.

Ses conclusions sur les effets du changement climatique et son origine humaine ne font plus débat et relèvent de la science. Toutefois, ses travaux de prospective énergétique ne constituent pas des “prédictions scientifiques”. En effet, le GIEC part des travaux disponibles sur les sujets concernés, qui peuvent être concordants ou contradictoires, rares ou foisonnants, avec les biais habituels propres au monde de l’expertise (existence ou non d’une recherche indépendante, perméabilité aux lobbies pour les revues scientifiques à comité de lecture, etc.).

Il n’appartient pas au GIEC de promouvoir ou d’exclure une technologie, mais d’évaluer les marges de progrès et les enjeux du développement de celles qui sont déjà sur la table, et d’effectuer des constats et recommandations.

Notes

[1] Le GIEC doit faire avec les travaux qui sont sur la table. Or certaines études mentionnées dans le rapport relèvent visiblement de la commande d’industriels désireux de s’engouffrer dans la brèche. Ainsi, un article consacrée aux “perspectives et étude de faisabilité pour le nucléaire en Chine dans l’objectif des 1,5°C de réchauffement” envisage l’installation à marche forcée de 415 à 500 GW de capacité nucléaire dans le pays en 2050 (pour 363 GW en 2018 dans le monde entier) !

[2] Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

[3] Traduction d’un extrait du chapitre 4, p.5